

Service public et sport associatif en danger

Quelles conséquences des réformes ?

Quelle mobilisation ?

Avril 2010

Fédération Sportive et Gymnique du Travail
www.fsgt.org



Un intérêt général

Loi du sport, article 1

« Les activités physiques et sportives constituent un facteur important d'équilibre, de santé, d'épanouissement de chacun, elles sont un élément fondamental de l'éducation, de la culture et de la vie sociale.

Leur développement est d'intérêt général et leur pratique constitue un droit pour chacun quels que soient son sexe, son âge, ses capacités ou sa condition sociale».

L'Etat n'assume plus

Depuis les années 80, désengagement de l'Etat

→ A partir de 2007, mesures sans précédents

✓ Deux réformes principales

La Révision Générale des Politiques Publiques
La réforme des Collectivités Territoriales

✓ Un budget en constante baisse

✓ Des lois au détriment du sport pour tous

La Révision Générale des Politiques Publiques

Objectif affiché par le gouvernement

Moderniser

=

offrir un meilleur service aux usagers
diminuer les dépenses publiques
accroître la compétitivité du pays

appliquée à chaque ministère

La REGRESSION Générale des Politiques Publiques

- ✓ Démantèlement du Ministère
- ✓ Suppression des DDJS et DRJS
- ✓ Suppression ou redéfinition des CREPS
- ✓ Privatisation de l'INSEP
- ✓ Privatisation des formations et métiers
- ✓ Suppression des cadres techniques

Un budget en constante baisse

Budget des sports 2010

- ✓ Les ménages = 50% des dépenses liées au sport
- ✓ 0,4 % du budget de l'Etat
- ✓ 80 % pour le haut niveau, 4% pour le sport pour tous
- ✓ 10 millions pour le sport pour tous

CNDS

- ✓ Hausse du montant minimum
- ✓ Détournements
- ✓ Projets

La Révision Générale des Politiques Publiques

Objectif réel du gouvernement

Moderniser

=

Libéraliser, privatiser, mettre en concurrence



Remise en cause des principes
d'égalité et d'intérêt général

La réforme des collectivités territoriales

Objectif affiché par le gouvernement :

Moderniser

=

mettre fin au millefeuilles
clarifier les compétences
adapter le territoire à la mondialisation

La réforme des collectivités territoriales

- ✓ Création des métropoles
- ✓ Suppression des conseillers généraux et régionaux
- ✓ Suppression de la clause de compétence générale
- ✓ Réforme de la taxe professionnelle

La réforme des collectivités territoriales

Objectif REEL du gouvernement :

Moderniser

=

Centraliser au détriment de la libre administration
Mettre en concurrence les territoires
Mettre fin à la démocratie locale



Remise en cause des principes
d'égalité et d'intérêt général

A qui profitent les lois ?

- ✓ Paris sportifs en ligne
 - ✓ Grands stades (150 millions minimum)
 - ✓ Agents sportifs
 - ✓ Suppression du DIC
- MAIS**, 50 millions d'euros équipements de proximité (non votée)

A qui profitent les lois ?

→ Loi sur l'éthique et la compétitivité du sport !

- ✓ Le sport pour tous absent
- ✓ Libéralisation du sport professionnel
- ✓ Centration du Ministère sur le haut niveau
- ✓ Moralisation du sport

Conséquences pour le sport

- ✓ Fin du service public au profit d'une marchandisation accrue
- ✓ Remise en cause de l'égalité d'accès aux équipements sportifs et mise en concurrence
- ✓ Déréglementation, baisse de la qualité
- ✓ Remise en cause de la solidarité et de la proximité

Concrètement pour les clubs

- ✓ Fin des subventions
- ✓ Fin de l'accès gratuit aux équipements
- ✓ Fin de la mise à disposition de locaux
- ✓ Fin des aides financière aux pratiquants
- ✓ Fin des contacts de proximité avec l'Etat
- ✓ Fin des partenariats avec les collectivités locales
- ✓ Fin d'un CNDS pour le sport pour tous
- ✓ Fin des établissements publics de formation

Fin programmée du **sport associatif**
au profit de la **privatisation**

Remise en cause du **droit** à la pratique

Remise en cause d'une certaine
conception du **temps libéré**

Nos principales revendications

- ✓ Un moratoire sur les réformes en cours
- ✓ Des Etats Généraux du sport
- ✓ Un plan d'urgence des équipements sportifs de proximité
- ✓ Un budget des sports et un CNDS équitables et adaptés aux besoins de la population
- ✓ Une nouvelle loi sur le sport garantissant l'intérêt général et l'accès du plus grand nombre aux APS

(reconnaissance de l'intérêt général aux associations, bénévolat, emploi et formation, recherche et éducation, EPS, lieux permanents de concertation, politique de haut niveau basée sur la mutualisation et l'éducation, etc.)

Comment agir ?

- ✓ Informer les adhérents (réunion, documentation, internet)
- ✓ Interpeller les élus (courriers et rencontres)
- ✓ Se mobiliser avec d'autres (syndicats, collectivités territoriales, associations, etc.)
- ✓ Formuler des propositions pour un véritable service public (espace le sport est un droit)
- ✓ Communiquer nos revendications (mouvement sportif, médias)

Revendiquons et construisons ensemble
notre droit commun à l'émancipation
par le sport et la vie associative

Ne laissons pas le gouvernement et les
lobbies marchands nous en priver !